

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la feuille de route fixée au gouvernement pour 2016, Paris le 4 janvier 2016.

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement.

Je vous remercie d'abord, cher Manuel VALLS, Monsieur le Premier ministre, pour les vœux que vous avez exprimés à mon égard et au rôle qui est le mien. Je vous retourne à mon tour ces vœux et je vous demande de servir le pays comme vous l'avez fait depuis maintenant près de 2 ans.

J'ai indiqué aux Français, le 31 décembre, ce que j'attendais de cette année 2016 et les objectifs que je fixais pour l'action du Gouvernement. D'abord protéger les Français. La gravité de la menace, sur laquelle vous êtes revenu, appelle le maintien de l'état d'urgence autant de temps qu'il sera nécessaire, mais l'état d'urgence ne peut pas être un régime permanent et ce serait une fort mauvaise méthode que de laisser croire à nos concitoyens que leur sécurité suppose des procédures d'exception. L'état d'urgence sera donc, comme il a été prévu par la loi, prolongé, mais pas plus longtemps qu'il ne sera nécessaire.

Nous devons également maintenir un haut niveau de vigilance pour la surveillance de nombreux lieux, d'enseignement et de culte. Je sais que le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Défense, déploient des effectifs nombreux, ils sont aujourd'hui sous tension, tension liée à la menace, on a encore vu à Valence mais aussi aux horaires et aux rythmes demandés à ces militaires, à ces policiers, à ces gendarmes. Nous devons néanmoins leur demander de continuer à exercer leur mission alors même qu'il y a des risques qui demeurent et des sites à protéger.

Cette menace justifie les textes que nous allons présenter au Parlement, la révision constitutionnelle, la loi sur la procédure pénale, la lutte contre le crime organisé, son financement, le trafic d'armes. Le gouvernement devra, sur ces textes, chercher les majorités indispensables, en conformité avec nos principes essentiels et dans le seul but d'assurer la sécurité des Français, en évitant les surenchères et en dépassant les clivages, car quand l'essentiel est en jeu le pays doit se retrouver et ses représentants ne doivent pas se désunir.

Nous devons refuser tout ce qui divise les Français en raison de leur origine, de leur religion ou du lieu où ils vivent. Le Gouvernement doit être impitoyable contre les discours et tous les actes de haine et ne laisser rien passer.

J'ai évoqué au cours de mes vœux l'état d'urgence économique et sociale, alors que la précarité, sous toutes ses formes, touche trop de nos concitoyens. La première priorité du Gouvernement c'est donc l'emploi. En 2015 nous avons vu les premiers signes de la reprise de la croissance, à 1,1 %, c'est le meilleur chiffre depuis 2011, mais le rythme est bien sûr insuffisant pour faire durablement baisser le chômage. Nous avons pris, au cours de ces derniers mois, des décisions importantes, le Pacte de responsabilité, la loi croissance activité, les dispositifs sur le logement, toutes ces dispositions, textes, mesures, vont produire leur plein effet cette année, sur le plan économique. De même, la confirmation d'un faible prix du pétrole, du taux d'intérêt particulièrement bas, sont des facteurs encourageants, mais le gouvernement doit être à l'initiative.

Un projet de loi sera prochainement présenté en Conseil des ministres, il visera à simplifier le Code du travail, à renforcer la négociation collective, à instaurer un compte personnel d'activité

Code du travail, à renforcer la négociation collective, à instaurer un compte personnel d'activité qui offrira aux travailleurs de nouveaux droits tout au long de leur vie professionnelle. C'est la sécurité sociale professionnelle. C'est une grande réforme. De même, des dispositions seront introduites pour saisir des nouvelles opportunités économiques, notamment celles offertes par la révolution numérique.

Parallèlement, je vous demande de travailler sur un plan de formation de 500.000 demandeurs d'emploi supplémentaires, il faudra que nous redéployions les moyens, notamment ceux de la formation professionnelle, que nous mobilisions tous les organismes et notamment l'AFPA et que nous puissions travailler en bonne intelligence, une fois encore, avec les régions qui s'installent aujourd'hui.

Quant à l'apprentissage, il doit être élargi autant qu'il sera possible, notamment dans le cadre de l'Education nationale. Il doit être aussi mieux piloté, avec des obligations qui devront être rappelées aux entreprises dès lors que tout aura été fait pour simplifier le recrutement de jeunes apprentis et même pour en abaisser le coût.

Je demande également au Gouvernement de me présenter dans les prochains jours un dispositif exceptionnel, c'est-à-dire pour un temps limité, destiné à inciter à l'embauche dans les PME. J'en présenterai les éléments de manière précise lorsque je serai devant le Conseil Economique Social et Environnemental, c'est-à-dire avec les partenaires sociaux.

Nous nous sommes tous réjouis de la COP, j'y reviendrai, mais finalement cette réussite nous oblige à prendre un temps d'avance pour traduire nos engagements et accélérer la transition écologique. J'invite donc le Gouvernement à lancer un grand chantier sur le déploiement des énergies nouvelles, la rénovation des bâtiments, la mobilité et l'entretien de nos paysages. Des financements supplémentaires devront être trouvés, je vous demande d'y travailler avec le Commissariat Général à l'Investissement, dans le cadre du PIA 3 et avec la Caisse des Dépôts dont nous allons célébrer le bicentenaire et qui doit maintenant être tournée vers les enjeux du 21e siècle. Cela vaut pour le développement dans le monde, avec le rapprochement avec l'AFD et cela vaut aussi pour le développement durable ici.

Enfin j'ai annoncé la généralisation du service civique. Le Gouvernement doit engager rapidement, sous votre autorité, ce chantier, pour préciser la forme, la durée, les missions, les étapes nécessaires et le financement pour aboutir à cet objectif. C'est une réforme majeure pour la cohésion nationale, pour le brassage social, pour l'insertion, pour la compréhension de ce qu'est la Nation, et, aussi, de ce que représente l'intérêt général, de donner du temps aux autres pour soi-même, de s'accomplir en étant utile à la société.

Monsieur le Premier ministre, des réformes législatives importantes ont été votées en 2015. Elles entreront en vigueur cette année. Et je vous demande d'ailleurs de communiquer, autant qu'il sera possible là-dessus. La prime d'activité, qui va concerner près de cinq millions de personnes, la généralisation de la complémentaire santé, qui va assurer à tout salarié la possibilité d'accéder à des soins avec des coûts moins élevés. La protection universelle maladie qui est là aussi l'aboutissement de ce qu'était la promesse même de la Sécurité sociale, les aides aux personnes âgées dépendantes, qui vont être améliorées, bientôt le tiers-payant et je n'oublie pas la réforme du collège, le plan numérique et tout ce qui contribue à l'amélioration de la vie quotidienne des Français et notamment la justice du 21ème siècle. Et il y a la préparation de l'avenir avec nos universités et la recherche.

Voilà ce que nous devons mettre en oeuvre en 2016, puisque nous l'avons déjà voté, inscrit dans nos textes et il y a également la réduction d'impôts qui va concerner huit millions de contribuables, après ce qui a déjà été fait en 2015 et 2014, dans la perspective de la simplification avec le prélèvement à la source.

Depuis le 1er janvier, la France dispose d'une nouvelle organisation territoriale, d'une nouvelle carte administrative, de nouveaux exécutifs s'installent dans les 13 régions. En même temps que nous devons saluer ce travail de réformes exceptionnel dans l'histoire de la 5ème République, nous devons aussi déjà imaginer de nouvelles organisations, de nouvelles coopérations, pour rendre de nouveaux services aux citoyens et aux entreprises en faisant toutes les économies possibles. J'insiste sur le chantier de la simplification. Voter des lois n'est pas toujours les

simpliciter, je veux donc des lois qui soient appliquées et qui apportent des améliorations concrètes à la vie des Français.

Monsieur le Premier ministre, Mesdames, Messieurs, les Ministres, la France a traversé des épreuves en 2015, nous les avons vécues douloureusement et en même temps, nous y avons fait face, collectivement, chacun et chacune à sa place. Ces drames nous ont également montré que les Français voulaient plus que jamais croire en la France et c'est un atout considérable pour ce qui nous attend en 2016.

Le 11 janvier dernier, Paris a été la capitale internationale de la liberté. Après le 13 novembre, la patrie, son hymne, sa devise, ses valeurs ont été célébrées partout dans le monde et la France a reçu des hommages du monde entier. Nous devons, là-aussi, dire aux Français qu'ils sont les citoyens d'une Nation exceptionnelle, pas parce qu'elle a été frappée, mais parce qu'elle porte des idéaux qui parlent au monde entier.

La diplomatie française a été sur tous les fronts, en Europe, pour répondre à la crise des réfugiés, en Ukraine, pour faire cesser une guerre qui était à nos frontières, au Moyen-Orient, pour rendre possible un accord historique sur le nucléaire en Iran, mais aussi en Irak, en Syrie pour lutter contre le terrorisme, et chercher une issue politique.

Nous avons su conjuguer la nécessaire utilisation de la force avec la recherche du compromis et de la solution politique. En Afrique, nous avons contribué au rétablissement de procédures démocratiques dans des pays amis, au Mali, au Burkina Faso, et j'espère en Centrafrique. Il y a deux ans, je décidais de l'opération en Centrafrique pour séparer des populations qui voulaient s'entretuer. Aujourd'hui, elles votent. Nous ne connaissons pas encore le résultat, mais elles votent et elles votent dans le calme. Je veux saluer, une nouvelle fois, le rôle de nos forces armées.

Et puis, il y a eu la réussite de la COP21, qui est l'aboutissement d'un travail considérable de l'ensemble du Gouvernement autour de Laurent FABIUS et qui doit maintenant être traduit, et Ségolène ROYAL aura un rôle à jouer, en particulier pour ce qui concerne notre pays. En 2016, la France doit être encore à l'initiative, notamment sur la question des réfugiés. C'est le sort de dizaines, de centaines même de milliers de personnes qui est en cause. Il y a encore des enfants qui meurent en traversant la Méditerranée. Tout doit donc être fait pour retenir ces réfugiés au plus près de leur pays d'origine, en leur assurant des conditions dignes d'existence pour les empêcher de fuir et pour aider donc les pays qui les accueillent, je pense à la Turquie, à la Jordanie, au Liban.

Quant à l'Europe, elle joue sa crédibilité, mais aussi son honneur et son avenir sur cette question. Elle doit protéger ses frontières, c'est la condition même de la pérennité des accords de Schengen, assurer ses obligations en matière d'asile, et raccompagner les personnes qui n'en relèvent pas.

Le monde est à la fois porté par des développements considérables, avec la montée des pays émergents, quelles que puissent être leurs difficultés cette année. Mais le monde est menacé par des tensions qui en ce début de l'année s'accroissent au Moyen-Orient et qui peuvent avoir des conséquences et des répercussions dramatiques dans le monde musulman s'il se déchire.

Alors la France jouera tout son rôle, parce que c'est son devoir, parce que c'est sa vocation, parce que la France est l'un des rares pays au monde à être capable de parler à tous et de la même façon et que la France n'a pas d'autre but que la paix.

Ma génération a reçu, en héritage, un pays en paix et nous devons tout faire pour permettre que la paix puisse être transmise aux générations suivantes. La paix sur notre propre territoire, car nous sommes effectivement en guerre quand des individus, décident de porter les armes contre nous et de les utiliser contre des Français et quand une organisation terroriste comme Daech massacre en Syrie et en Irak, mobilise sur notre sol des combattants et choisit la France comme cible.

Oui, l'histoire est tragique et nous savons que la est possible puisqu'elle est là. Nous devons parallèlement répondre à toutes les inquiétudes et à tous les espoirs. Et c'est pourquoi dans cette année, je vous ai appelé au travail, je vous ai appelé aussi à être solidaires et volontaires.

Lorsque la volonté est affirmée, lorsque les choix sont faits, nous devons faire en sorte qu'ils puissent être traduits devant les Français.

L'important est ce que l'on fait. Tels sont les vœux que je vous adresse pour l'action que vous conduisez.